

Positions des "Grünen" sur les Techniques d'Information et de Communication (TIC).



Ce texte est la traduction* de la plate-forme des Verts allemands sur les problèmes d'informatisation de la société. Il montre bien la radicalité du refus écologiste face aux nouvelles technologies d'information.

* Traduit de l'Allemand par Christine Marcilly

La mutation technique, la révolution micro-électronique et la mise en place de réseaux d'information et de communication ne sont pas des phénomènes naturels ou inattendus. Ce sont les résultats de la recherche et du développement de l'industrie militaire, dont les objectifs sont déterminés par le profit et la domination économique.

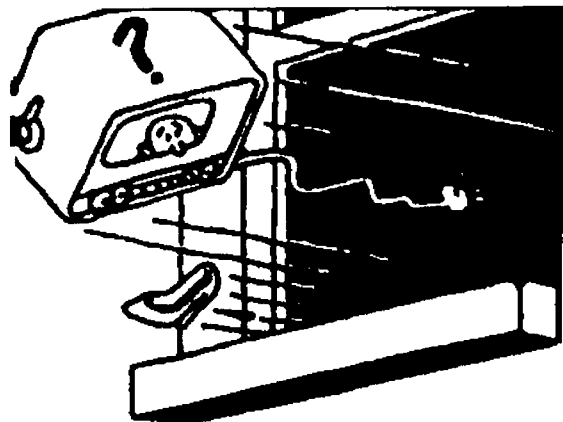
Voilà pourquoi les nouvelles TIC ne sont pas disponibles de façon gratuite et universelle. Elles ont été conçues comme instruments de rationalisation et de contrôle, et on doit donc se contenter de les employer telles qu'elles sont, sans trop d'illusions. Il est certain que, pour une minorité privilégiée, de nouvelles opportunités se font jour par l'utilisation des TIC. Pour la grande majorité de la population, elles ne présentent aucune nouvelle valeur utile, mais offrent du déjà vu dans un emballage neuf. On exploite ainsi les besoins des hommes, et on les canalise dans des voies lucratives. Dans l'entreprise ou la vie privée, l'utilisation des TIC, fidèles à leur objectif de départ, signifie toujours : tendance à la négation de l'espace ergonomique, déqualification, contrôle et manipulation.

Des techniques gouvernées par l'Homme, représentant pour la majorité de la population des valeurs d'utilité sociale et répondant au mieux à ses objectifs, ne se développeront que si ce sont les besoins humains qui déterminent l'évolution technique.

Les verts et la technique

Pour les "Verts", la question est de créer les conditions politiques et sociales qui permettent à la population de formuler et d'imposer ses besoins comme bases de toute évolution technique.

La vie future des hommes ne doit plus être déterminée, comme à l'heure actuelle, par les mutations



techniques dont on attend un changement qui reste problématique.

A l'inverse, la question qui doit s'imposer est : comment voulons-nous vivre, et de quel support de la technique avons-nous besoin pour ce faire ?

Les "Verts" ne sont pas les ennemis de la technique car la Technique n'existe pas.

Une diversité de voies de développement est possible. Seront suivies ou abandonnées selon les intérêts dominants. Les "Verts" sont pour le progrès technique et pour que le travail socialement nécessaire soit effectué. Bien sûr, les moyens relatifs à l'organisation technique doivent pour cela être développés à partir de l'intérêt des gens concernés, et leur utilisation mesurée à l'utilité des produits pour l'ensemble de la société.

Les "Verts" savent que l'utilisation des techniques, certes nécessaires à la collectivité, représente, y compris dans la société future, une atteinte à la Nature, et amène avec elle des transformations de la vie et de la conscience. Le progrès technique doit donc être mis en harmonie avec les processus naturels, et inclure le droit aux libres rapports personnels et professionnels.

Les "Verts" se prononcent contre la voie du développement technique déterminée par les intérêts du capital, car ceux-ci : engendrent d'irréversibles ravages sociaux ; asservissent la souveraineté populaire à une technologie dévastatrice ; **ne satisfont pas un besoin de soutien technique**, régi par l'homme par des processus d'information et de communication, mais explorent le dit besoin par ce processus.

Prévenir les dégâts

Les propositions des verts doivent s'aligner sur la situation de la majorité de la population. Celle-ci est fortement déterminée par les "contraintes matérielles" de la société capitaliste industrielle : beaucoup de gens ne peuvent se soustraire, dans leurs comportements privés ou professionnels, aux processus techniques d'information et de communication.

Il ne peut donc pas être question pour les "Verts" d'exiger des mesures comme la suppression du téléphone ou de la télévision. Il faut pourtant s'interroger sur les raisons de notre dépendance à l'égard de ces "conquêtes" techniques. La validité sociale des techniques existantes, et leur importance dans la vie privée et dans le travail doivent, à long terme, être déterminés par les intéressés. Par contre, il convient d'examiner dès aujourd'hui les moyens de les remanier, au besoin, d'en supprimer certaines et bien sûr de les appliquer le mieux possible. Enfin l'instauration de nouvelles TIC doit être suspendue tant que leur utilité pour la société et l'absence de risques n'auront pas été démontrées clairement par leurs défenseurs.

Une réticence sensible se manifeste déjà chez certains gouvernants à l'égard de l'informatisation de la société et l'émergence du "marché modèle de société d'Allemagne fédérale". Elle aide à prévenir les dégâts, et contribue au développement d'une conscience critique parmi la population.

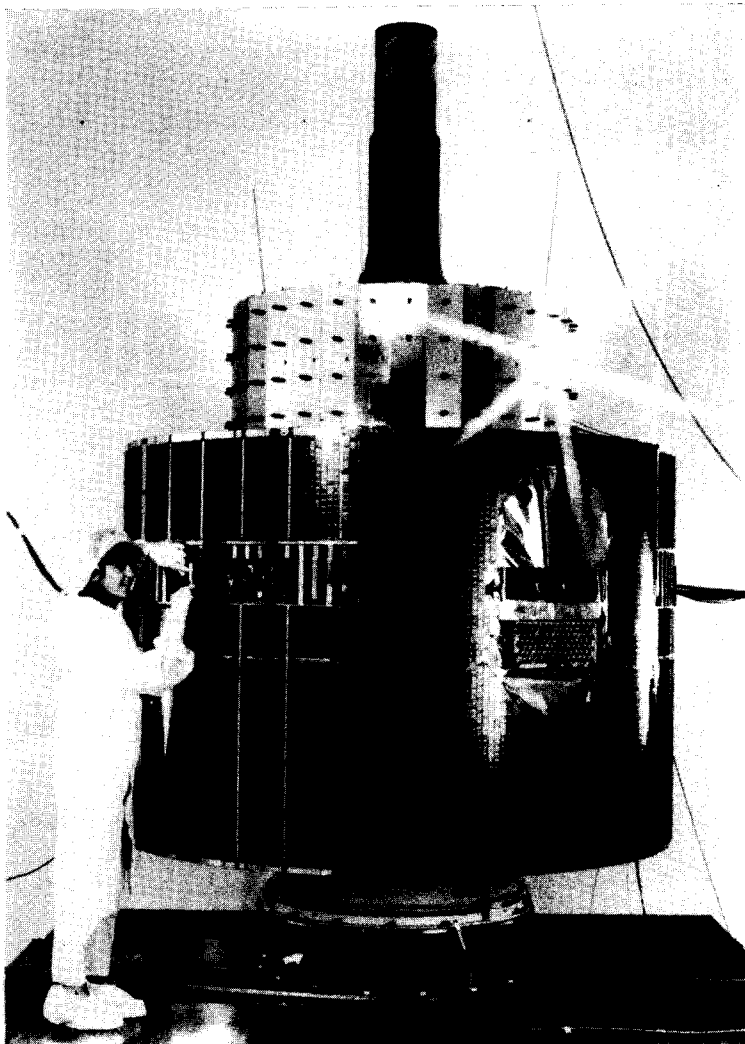
La résistance doit en particulier se focaliser contre :

- l'informatisation des matériels militaires,
- l'informatisation du réseau téléphonique,
- l'intégration des services, dans les télécommunications, aux réseaux de transmissions de fibre optique à large bande,
- les média électroniques, comme la télévision par câble et la "communication" par satellites,
- l'abrutissement progressif des hommes dans tous les secteurs de leur existence, par le recensement, les cartes d'identité à "puce", les systèmes de renseignements personnels et la collecte d'informations par les entreprises.

On ne peut dès à présent combattre efficacement l'instauration de tels systèmes, car, pour la majorité des gens, il n'existe pas encore de contraintes vraiment visibles dans leur utilisation. Celles-ci émergeront pourtant et on essaye de conditionner chacun à les accepter comme inévitables.

Seule une attitude conséquente (Non, sauf si...) permet aux "Verts" de cristalliser les refus et de devenir au Parlement les porte-parole des syndiqué(e)s critiques, des initiatives populaires et de tous ceux qui plaident pour un moratoire.

Les "Verts" renoncent à toute stratégie de compromis, et refusent le soutien financier et politique de ceux qui pensent que "le train est déjà parti" et qu'il n'y a plus qu'à sauter dedans en toute hâte pour ne pas manquer la correspondance technologique.





Les "Verts", pour résister au développement des TIC, souhaitent la collaboration des groupes d'initiative, des syndiqués et délégués du personnel. Avec eux, ils organiseront des mesures de boycott contre les produits des TIC. Les associations et les groupes professionnels, les groupes de travail nationaux, élaborent un catalogue de critères afin d'apprécier l'utilité et les dangers de la mise en place des TIC auprès du grand public.

Les TIC dans l'entreprise

Les "Verts" et les syndicats qu'ils soutiennent politiquement, veulent empêcher la mise en œuvre de techniques inhumaines et atteindre une amélioration des conditions de travail dans l'entreprise, si ces dernières ne servent pas à une utilisation fallacieuse des TIC. De plus, ils estiment que la solidarité entre employés, au-delà de l'entreprise où ils travaillent, doit être encouragée, car l'argument de la concurrence ou du niveau de la production dans l'entreprise sert trop souvent d'excuse pour empêcher l'action.

De même, il faut rendre possible aux chômeurs l'accès aux syndicats, et s'occuper davantage de leurs intérêts.

Les "Verts" exigent l'interdiction de l'information nominale, de tout système destiné à enregistrer, traiter, stocker et transmettre mécaniquement des informations sur les travailleurs et celle du télétravail. Ils soutiennent en cela les initiatives syndicales.

Les TIC et la vie privée :

La résistance contre les TIC dans la vie de tous les jours doit commencer par la critique de la "modernisation de l'infrastructure des télécommunications". Les "Verts" expriment quatre refus :

- pas d'informatisation globale des télécommunications (RNIS) ;
- pas de réseau multifonctionnel de transmission par fibre optique ;

- pas de transformation ultérieure de la bande large à câbles de cuivre en radio câblée ;

- pas de nouvelle installation de systèmes de télécommunication et de radio par satellite.

Les "Verts" somment la Poste Fédérale de n'installer le réseau téléphonique que d'après les exigences du trafic. Il est hors de question d'allouer à des entreprises des soutiens financés par les impôts des utilisateurs de la poste.

Les sommes ainsi épargnées (des milliards de marks) permettrait une réduction drastique des taxes, ainsi qu'une amélioration de l'exploitation du service et la création de nouveaux emplois dans des services postaux utiles à la collectivité. Veiller à ce que le coût de tous les nouveaux téléservices, y compris le vidéotexte et la télévision par câble, soit couvert par les taxes...

Les "Verts" exigent l'arrêt dans les plus brefs délais des "projets-pilotes" de télévision câblée, et la suppression de "la redevance du câble" prélevée sur les abonnés. Ils dénoncent le câblage obligatoire des immeubles et les installations d'antennes, ainsi que toutes les mesures d'assujettissement et de contrainte dont le but est d'imposer aux usagers les "nouveaux médias". Ils font campagne pour en organiser le boycott.

Ils résistent sur et hors de la scène parlementaire, à l'instauration d'instruments de contrôle et de coercition comme :

- les cartes d'identité "à puce" ; le recensement de la population ; le fichier d'assurance sociale ; les listes électorales ; le système d'identification de la police ; le système central d'information sur la circulation ; le système d'information de l'Université.

Les "Verts" appellent les chercheurs des sciences de la vie, des sciences techniques et sociales, à refuser de collaborer au développement et à la mise en place des TIC, et à mettre leur savoir et leurs idées au service du développement de produits et de méthodes utiles.

Un aspect du débat en RFA

Hartmut BOSSEL, Karl-Heinz SIMON (sous la direction de) :

"Ordinateur et écologie. Une relation problématique" (computer und ökologie. Eine problematische Beziehung) ; éd. C.F. Müller, Karlsruhe, 1986, 256 p., (Alternative Konzepte 54)

Quels sont, quels peuvent être les rapports entre l'informatique et l'écologie ? Entre l'enthousiasme "high tech" et le refus systématique des technologies modernes, les auteurs de ce livre s'efforcent de trouver la "troisième voie" : l'utilisation intelligente des ordinateurs dans la recherche de solutions des problèmes que pose l'intervention de l'homme sur la nature.

"Il ne s'agit pas du tout de la question de savoir si on est "pour" ou "contre" la technique. Cette façon dont on aime présenter la position des esprits critiques est fautive. Elle reflète plutôt le refus d'une recherche commune des solutions aux problèmes qui se posent. Par contre, il s'agit bien sûr de la question du choix des évolutions technologiques : celles qu'il s'agit de soutenir, et celles qu'il faut éviter à tout prix." (p. 138)

L'ouvrage comprend sept interventions prononcées lors d'une rencontre d'universitaires de novembre 1985. Un premier terme inattendu : il s'agit d'un débat organisé par la Fondation "Technologie Moyenne", un mot qui semble tout à fait courant en R.F.A., car il n'est commenté nulle part dans le livre.

Chaque exposé est suivi de quelques extraits des débats qu'il avait suscités. Une lecture rapide de ces prises de position permet de connaître l'ambiance générale dans laquelle sont traités de tels sujets au sein des milieux universitaires spécialisés allemands. (Presque tous les participants s'occupent depuis des années à la fois de problèmes écologiques et de développement ou d'utilisation de logiciels spécialisés). La représentativité semble assurée par le fait que deux ministères sont représentés : l'un fournissant une subvention financière, l'autre prenant part aux interventions. Le nom de la collection et l'aspect du livre (papier recyclé) ne peuvent que renforcer l'impression du lecteur (s'il ne le savait pas déjà) que la "pensée verte" a largement pénétré (en 1986 déjà) la société allemande.

L'ensemble des problèmes qu'évoque le titre de l'ouvrage renferme principalement deux aspects, documentés chacun par quelques articles :

- L'utilisation des ordinateurs peut-elle aider à résoudre les problèmes de l'environnement ? Et si oui, comment ?

- Quelles sortes de problèmes les ordinateurs eux-mêmes posent-ils à l'environnement, terme compris ici au sens le plus large, c'est-à-dire naturel et humain (monde du travail etc...).

Quatre domaines sont énumérés dans lesquels l'informatique peut être utile (ou l'est déjà, souvent pour des raisons économiques) dans le domaine de l'écologie (p. 12 et s.) :

1. L'utilisation directe ou indirecte des ordinateurs dans les domaines de l'économie des ressources et de l'énergie, et de la réduction des substances nuisibles.

2. L'utilisation des ordinateurs pour l'obtention et la diffusion de nouvelles connaissances à propos des systèmes écologiques.

3. L'utilisation des ordinateurs en tant que "laboratoire de l'avenir" pour l'observation sans risque de nouveaux "chemins de l'évolution" ("Entwicklungspfade", autre mot de la nouvelle terminologie écologique).

4. La "démocratisation" du savoir et du traitement du savoir dans l'intérêt de nouvelles réalisations écologiques.

Pour illustrer ces domaines l'ouvrage propose en annexe un ensemble de descriptions de projets concrets de type didactique (un jeu de simulation d'un système écologique), mais aussi économique et politique (logiciel Statbil, conception de systèmes d'isolation assistée par ordinateur ; logiciel Feldsim,

"simulation dynamique de rotation pluriannuelle de cultures avec prise en considération de méthodes alternatives" (p. 217) ; projet d'un système d'informations basé sur une vaste banque de données, permettant aux associations d'obtenir rapidement des données sur la pollution actuelle d'une région donnée.

Les réserves émises lors du débat portent sur la crainte d'une méconnaissance grandissante du niveau d'intervention nécessaire face aux problèmes de l'environnement, lorsqu'on travaille "assisté par ordinateur". On pense aussi que les experts, en dépendant des résultats fournis par les ordinateurs, courent le danger de perdre le sens de la réalité et de surestimer les possibilités d'intervention.

Deux articles du livre traitent particulièrement du second aspect de la question, celui de la compatibilité de l'informatique et de l'écologie au sens large. Les problèmes un peu "tarte à la crème" comme la pollution de Silicon Valley ne sont pas oubliés, mais les auteurs vont bien plus loin.

Voici des titres qui parlent d'eux-mêmes : "L'aménagement des nouvelles technologies au point de vue des intérêts des salariés, des technologies pour la protection de l'environnement et des rapports entre l'écologie et l'économie nationale" et "les aspects écologiques du travail à distance - structure de l'habitat et consommation des surfaces, transports, consommation d'énergie et pollution de l'air".

L'auteur du premier exposé, ingénieur conseil du syndicat DGB des métallurgistes, demande en conclusion une amélioration des infrastructures industrielles et régionales avec une amélioration de la participation et l'augmentation de l'aide publique des salariés "à côté des groupes de personnes traditionnellement subventionnées comme les propriétaires d'entreprises, les universitaires ou les experts reconnus".

L'auteur du deuxième article manie habilement une masse d'informations pour montrer la complexité du problème. Il s'agit de paramètres comme celui des facteurs influençant le choix d'un site pour une entreprise, celui - qui en découle - des facteurs terminant la rapidité de l'urbanisation, ou les conditions qui régissent, dans ce contexte, la consommation de l'énergie et la pollution de l'air.

La rencontre d'experts dont ce livre est un reflet ne constitue aux yeux des auteurs qu'un début du débat (rappelons qu'il a eu lieu en 1985). Il faut souhaiter qu'un tel débat soit rapidement élargi en France. Un livre se basant sur les particularités du problème en France pourrait le relancer. Face à des signes inquiétants, comme par exemple celui de l'abandon (sans explication) par les PTT de la collecte des vieux annuaires, il semble urgent d'agir.

J. Hermann